

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/IFSC/M/10
23 mars 2004

(04-1287)

Comité directeur du Cadre intégré
Onzième session

COMPTE RENDU DE LA ONZIÈME RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DU CADRE INTÉGRÉ (CDCI)

Vendredi 13 février 2004, OMC, Genève

Président: S.E. M. Henrik Rée Iversen (Danemark)

1. Le Comité directeur du Cadre intégré (CDCI) a tenu sa onzième réunion le vendredi 13 février 2004. L'ordre du jour adopté est reproduit à l'annexe 1.

A. SUITE DONNÉE À L'ÉVALUATION DU CADRE INTÉGRÉ

2. Le Président a rappelé qu'à sa précédente réunion, le 27 octobre 2003, le CDCI avait eu une discussion approfondie sur le Rapport d'évaluation du Cadre intégré élaboré par Capra et distribué sous la cote WT/IFSC/6/Rev.2. Le résumé de ce rapport avait également été distribué sous la cote WT/IFSC/6/Rev.2/Add.1, à la date du 3 décembre 2003. En décembre 2003, le Groupe de travail du Cadre intégré (GTIC) avait consacré une journée et demie de réflexion à la poursuite de l'examen des recommandations figurant dans le Rapport d'évaluation. Sur la base du résultat de ces discussions, le GTIC avait élaboré un projet de programme de travail sur les actions complémentaires pour mettre en œuvre les recommandations de l'évaluation. Le GTIC s'était réuni en début de semaine et avait approuvé le programme de travail et il l'avait transmis au CDCI en vue de son examen suivi de son approbation. Le programme de travail reproduit dans le document WT/IFSC/W/14 proposait un certain nombre d'actions à accomplir d'ici au 31 décembre 2005.

3. En présentant le programme de travail, le Président du GTIC a rappelé que, depuis la réunion précédente du Comité directeur, le GTIC avait consacré beaucoup de temps à concentrer son attention sur les recommandations de l'évaluation, en particulier sur la manière d'améliorer les aspects opérationnels du Cadre intégré pour qu'il serve mieux les intérêts du groupe des PMA. En plus du cadre habituel des réunions formelles du GTIC et des échanges de courriers électroniques, un jour et demi de réflexion avait été consacré à l'examen plus approfondi des recommandations de l'évaluation. Le fruit de la discussion du GTIC était le programme de travail qui avait été approuvé par le GTIC en début de semaine. L'intervenant a expliqué que le programme de travail visait neuf grands domaines d'action. La suite à donner aux Études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) restait le plus gros problème dans la mise en œuvre du Cadre intégré. En menant les activités de suivi, il fallait faire en sorte que celles-ci ne s'arrêtent pas à l'achèvement des études. L'intervenant a insisté sur le fait que le processus du Cadre intégré, y compris le suivi, était un processus conduit par le pays. Toutefois, les partenaires de développement tant bilatéraux que multilatéraux devaient faire en sorte que leur assistance actuelle et future soit organisée en tenant compte des constatations des EDIC et des priorités définies par les gouvernements dans leurs Matrices de plan d'action. Sur la question de l'extension du Cadre intégré à d'autres PMA, l'intervenant a proposé que les demandes nouvelles et en suspens soient traitées dans toute la mesure où les capacités existantes limitées pour effectuer les EDIC le permettaient. Actuellement, cinq à six EDIC étaient effectuées chaque année. Le programme de travail envisageait aussi d'incorporer dans le Cadre intégré restructuré les cinq pays qui

avaient tenu des tables rondes du Cadre intégré comme il était prévu dans l'ancien processus du Cadre intégré.

4. Le Président du GTCI a mis l'accent sur la nécessité de faire en sorte que les ressources du Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré, en particulier celles du deuxième guichet, soient utilisées effectivement pour aider les PMA à réaliser les objectifs du Cadre intégré. Le GTCI faisait déjà actuellement des progrès à cet égard. Par ailleurs, la coordination des activités d'assistance technique liée au commerce et de renforcement des capacités était un des objectifs essentiels du Cadre intégré. De plus, le programme de travail mettait l'accent sur le fait de veiller aux synergies entre le Cadre intégré et le JITAP et suggérait certaines modalités administratives pratiques à cet égard. L'intervenant a rappelé que la prise en charge par les pays était le principe directeur du processus du Cadre intégré. Le rôle joué par le Comité directeur national du Cadre intégré et le point de coordination du Cadre intégré étaient les éléments clés de la réussite de la mise en œuvre du processus du Cadre intégré. Les gouvernements qui bénéficiaient à la fois du Cadre intégré et du JITAP devaient être encouragés à mettre en place les modalités pour assurer les synergies, y compris l'utilisation en commun d'un seul comité directeur national et la désignation du même point de coordination par le Cadre intégré et le JITAP, et à lier les capacités des EDIC et du JITAP en matière de renforcement des capacités. Le programme de travail prévoyait de renforcer encore le processus du Cadre intégré conduit par les pays en apportant un appui additionnel au Comité directeur national et au point de coordination. De plus, l'extension du Cadre intégré à des PMA additionnels, associée à un plus grand besoin de coordination et d'activités de sensibilisation, rendait nécessaire d'élargir le rôle et les fonctions du secrétariat du Cadre intégré et aussi de le renforcer. Pour terminer, l'intervenant a remercié les donateurs bilatéraux et multilatéraux du soutien financier qu'ils avaient apporté au Cadre intégré depuis la création du Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré en 2001. En association avec l'extension prévue du Cadre intégré à des PMA additionnels, il a dit qu'il était nécessaire d'augmenter les ressources du Fonds d'affectation spéciale pour pouvoir assurer sans problème la mise en œuvre du Cadre intégré dans les pays bénéficiaires actuels et nouveaux du Cadre intégré.

5. Le représentant du Bangladesh a dit que les six objectifs de l'évaluation qui étaient clairement énoncés dans le mandat de l'évaluation devenaient flous dans le document sur l'évaluation. L'approche de l'évaluation et la manière dont les questions de l'évaluation étaient traitées avaient débouché sur des recommandations mal adaptées dans le contexte du Cadre intégré dont plusieurs n'étaient pas prises en considération dans le programme de travail. De plus, l'évaluation n'indiquait pas si le Cadre intégré était un mécanisme effectif pour remédier aux contraintes du côté de l'offre. Le compte rendu de la séance de réflexion indiquait que l'attention se concentrait de plus en plus sur les questions du processus et non sur son incidence ou son résultat. L'intervenant a insisté sur le fait que le Cadre intégré ne devait pas être considéré seulement comme un mécanisme d'intégration du commerce mais qu'il devait viser à aider les PMA à participer davantage au système commercial multilatéral. Il a souligné que les PMA attachaient une grande importance au suivi et pas simplement à la bonne rédaction des EDIC. Le suivi effectif des EDIC impliquerait qu'il y ait un financement prévisible et approprié pour les projets d'assistance technique prioritaires définis par les PMA dans leurs Matrices de plan d'action. La réussite du Cadre intégré serait aussi jugée en fonction de sa capacité d'attirer des fonds provenant d'autres sources pour financer les projets de grande envergure. L'intervenant a dit qu'on attachait une grande importance au deuxième guichet pour la réussite du Cadre intégré dans la phase suivant la réalisation des EDIC et il a rappelé que le cadre de référence pour l'utilisation du deuxième guichet avait été élaboré après des négociations approfondies et qu'il fallait le respecter au niveau opérationnel. Faisant des observations sur le processus du Cadre intégré, il a insisté sur le fait que le Cadre intégré devait aider les PMA et non constituer une autre conditionnalité. Il fallait rendre le processus simple pour les PMA qui souhaitaient bénéficier du Cadre intégré et s'y engageaient de manière appropriée. En ce qui concernait le premier guichet, l'intervenant a dit qu'il fallait engager plus d'argent dans ce guichet de manière à réaliser les nouvelles EDIC dans les pays concernés. Les pays devenant membres du Cadre intégré étant plus nombreux, il

fallait aussi renforcer la capacité du secrétariat du Cadre intégré. L'intervenant espérait que les partenaires de développement augmenteraient leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré et que le secrétariat serait renforcé de manière appropriée. Il a noté que plusieurs délégations de PMA aimeraient voir modifier le libellé du point 2 i) du programme de travail de la manière suivante: "... prier instamment les partenaires de développement d'augmenter substantiellement leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré". Dans un autre ordre d'idées, il considérait que les activités de sensibilisation étaient très importantes pour faire bien connaître le Cadre intégré. Il fallait donner un aperçu de certaines expériences réussies du Cadre intégré. Toutefois, avant cela, il fallait être prudent en ce qui concernait la poursuite de la sensibilisation car elle pouvait limiter ou concurrencer les processus essentiels du Cadre intégré. L'intervenant a dit que l'objectif du Cadre intégré n'était pas de résoudre tous les problèmes auxquels les PMA étaient confrontés, mais plutôt d'aider ces pays à accroître leurs exportations. Le Cadre intégré n'aurait plus d'intérêt pour les PMA s'il devenait simplement un mécanisme servant à intégrer le commerce dans les plans de développement nationaux. Pour terminer, même si le programme de travail était indicatif par nature, il pouvait avoir l'effet recherché par les PMA si on améliorait les activités du Cadre intégré.

6. La représentante du Canada a évoqué deux points soulevés par le représentant du Bangladesh. Elle a réaffirmé que le principe fondamental du Cadre intégré était de viser les résultats. Deuxièmement, elle a souligné que sa délégation était engagée à fond dans les activités de suivi. Elle a noté qu'il y avait une légère différence de conception. Pour sa part, elle estimait qu'il appartenait aux PMA de conduire ce processus tandis que le partenariat de la communauté des donateurs interviendrait après que les PMA auraient défini leurs priorités et auraient présenté des demandes de fourniture de projets prioritaires. Reconnaissant un manque, la création du deuxième guichet satisfaisait les besoins à court terme immédiats. Dans l'ensemble, les donateurs et les PMA étaient sur la même longueur d'onde, cependant les donateurs insistaient sur la prise en charge comme l'élément le plus important pour assurer la réussite du processus du Cadre intégré dans les PMA.

7. Le représentant du Yémen a dit que sa délégation partageait la position exposée par le représentant du Bangladesh. Il a rendu compte de la mise en œuvre et de la prise en charge du processus du Cadre intégré au Yémen. Il a ajouté que le PNUD jouait un rôle important dans la mise en œuvre du processus du Cadre intégré, et donc que les bureaux locaux du PNUD devaient accorder une attention particulière au Cadre intégré parmi toutes les autres activités qu'ils menaient dans les PMA. La prise en charge du processus par le gouvernement du Yémen était soumise à la condition que le bureau local du PNUD soit disponible pour apporter son assistance. En ce qui concernait le processus du Cadre intégré au Yémen, l'intervenant a noté que l'EDIC et sa Matrice de plan d'action étaient soumises à l'évaluation finale du Comité des politiques générales qui était présidé par S.E. le Premier Ministre. Au sujet de la mise en œuvre du processus au Yémen, en particulier s'agissant du financement par le mécanisme du deuxième guichet du Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré, plusieurs réunions du comité local chargé d'approuver les projets avaient déjà été tenues sous la présidence du Ministre de l'industrie et du commerce. À sa réunion du 10 janvier 2004, le comité local chargé d'approuver les projets avait approuvé trois propositions de projets à soumettre au financement par le mécanisme du deuxième guichet.

8. Le représentant du Népal a dit que le Cadre intégré serait un instrument important pour aider les PMA à renforcer leur capacité commerciale. Le commerce était un élément important pour la croissance économique et aussi un élément important pour la réduction de la pauvreté dans son pays. De ce fait, sa délégation attachait une grande importance à l'intégration du commerce dans le processus du CSLP. L'intervenant a ajouté que celui-ci venait juste d'être achevé. Le Népal avait achevé l'élaboration de son EDIC et de sa Matrice de plan d'action. Un séminaire sur la mise en œuvre avait été organisé à Katmandou en novembre en vue d'examiner avec toutes les parties concernées, y compris les partenaires donateurs, la mise en œuvre du Cadre intégré au Népal. La délégation népalaise réaffirmait que la prise en charge était extrêmement importante pour la réussite

du processus. Dans cette perspective, le Comité directeur national du Cadre intégré avait été créé. Le comité local chargé d'approuver les projets avait aussi été créé et il avait tenu sa première réunion en décembre dernier. Une proposition de projet à financer par le mécanisme du deuxième guichet avait déjà été élaborée et présentée. La prise en charge du processus par le gouvernement népalais était importante, mais l'intervenant a souligné que le soutien de la communauté internationale et des donateurs était tout aussi important. Il a prié instamment la communauté internationale d'investir des ressources additionnelles dans le processus du Cadre intégré. Pour terminer, il a appuyé la suggestion faite précédemment par le représentant du Bangladesh au sujet du point 2 i) du programme de travail, visant à en modifier le libellé pour refléter le réel besoin d'élever le niveau du Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré de manière que le Cadre intégré puisse réaliser ses objectifs.

9. Le représentant de la Suisse a parlé au nom des donateurs en sa qualité de coordinateur des donateurs nouvellement élu dans le contexte du Cadre intégré. Les donateurs avaient discuté du programme de travail et ils l'appuyaient dans la mesure où il couvrait les principales constatations de l'évaluation du Cadre intégré. Les donateurs convenaient que la fin de 2005 était un délai raisonnable pour mener à bonne fin le programme de travail. L'intervenant a insisté sur la question critique de l'élévation du niveau de prise en charge par les pays. Les expériences vécues dans les PMA montraient qu'une structure locale forte avec un point de coordination fort et un comité directeur national engagé amélioreraient les chances de réussite du processus du Cadre intégré dans le pays. Le renforcement du secrétariat du Cadre intégré était une question tout aussi importante. Toutefois, pour aider les donateurs dans leur examen des possibilités de renforcer le secrétariat, certains éclaircissements étaient nécessaires quant au rôle d'un secrétariat renforcé et sa contribution possible à la promotion du processus du Cadre intégré sur place. Une petite équipe de donateurs élaborerait une analyse théorique pour évaluer le rôle du secrétariat; il s'ensuivrait une réunion avec le secrétariat du Cadre intégré afin de faire avancer cette question.

10. Le représentant des Communautés européennes s'est associé aux observations faites par les représentants du Canada et de la Suisse. Il a dit que sa délégation aurait préféré voir plus sur le plan des objectifs clairs qui pourraient servir à évaluer la réussite du programme de travail. Il a suggéré de procéder à des évaluations périodiques au rythme de deux fois par an pour suivre le travail en cours dans le cadre de chaque rubrique du programme de travail.

11. La représentante de la Guinée a rendu compte de l'évolution du processus du Cadre intégré dans son pays. Un atelier de validation avait été organisé les 30 et 31 octobre 2003 à Conakry en présence de toutes les parties prenantes du Cadre intégré, y compris le gouvernement, les six organisations participantes du Cadre intégré et les donateurs bilatéraux et multilatéraux. Un comité local chargé d'approuver les projets avait été mis en place et il avait approuvé trois projets prioritaires à mettre en œuvre en utilisant le financement par le deuxième guichet du Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré. Ces projets avaient trait au renforcement de la capacité institutionnelle liée au commerce, au renforcement de l'expertise nationale en relation avec la facilitation du commerce et les négociations multilatérales, ainsi qu'à la promotion de certains secteurs de l'économie guinéenne. Comme l'avait dit le représentant du Bangladesh, l'intervenante a souligné l'importance qui était attachée au renflouement des ressources du Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré. Comme suite donnée à l'atelier, une délégation guinéenne s'était rendue à Genève la semaine précédente pour rencontrer plusieurs partenaires du Cadre intégré ainsi que l'Agence de la francophonie. L'intervenante a remercié les partenaires des efforts qu'ils déployaient pour intégrer les PMA francophones dans le système commercial multilatéral. Pour terminer, elle espérait que la mise en œuvre des trois projets prioritaires de la Guinée en utilisant le deuxième guichet servirait de moteur à la réduction de la pauvreté en Guinée.

12. Le représentant du PNUD a assuré au représentant du Yémen que le Cadre intégré était considéré comme une priorité de développement de premier ordre aux plus hauts niveaux du PNUD ainsi qu'au niveau du pays.

13. La représentante de la Tanzanie a appuyé la déclaration du représentant du Bangladesh. La Tanzanie avait connu des évolutions significatives en ce qui concernait le Cadre intégré. L'EDIC était en cours de mise à jour avec l'aide du gouvernement suisse et du CCI. Des efforts étaient actuellement déployés pour intégrer le commerce dans le programme de développement national en faisant appel à la fois à des consultants locaux et régionaux. L'EDIC comportait une analyse macro-économique et une description du cadre de la politique commerciale ainsi qu'une analyse par secteur des contraintes et des opportunités des marchés d'exportation. Un atelier consultatif réunissant toutes les parties concernées par le Cadre intégré se tiendrait le 9 mars pour évaluer les progrès accomplis dans l'EDIC. Ce processus devait conduire à un atelier de validation formelle de l'EDIC d'ici à la fin de l'année. L'intervenante partageait l'avis du représentant du Népal sur la prise en charge par les pays, à savoir que le processus du Cadre intégré devait être conduit par le pays bénéficiaire pour que celui-ci en retire tous les avantages. Pour terminer, elle a dit que les bureaux locaux du PNUD avaient une grande responsabilité dans le processus du Cadre intégré et devaient accorder la priorité aux projets du Cadre intégré.

14. La représentante des États-Unis a associé sa délégation aux observations formulées par les autres donateurs sur le programme de travail et le résultat de l'évaluation. Elle soutenait l'idée des Communautés européennes d'examiner périodiquement les progrès accomplis. Elle a ajouté qu'avant que les ressources soient versées auprès du Secrétariat ou n'importe où ailleurs, une définition des manques ou des besoins du processus s'imposait. Elle a félicité le Népal pour les efforts déployés dans le processus du Cadre intégré et elle a ajouté que ce processus était fondamental pour l'intégration du commerce tout en identifiant en même temps les finances pour les projets. Elle a souligné que le financement à court terme fourni par l'intermédiaire du deuxième guichet en tant que mécanisme transitoire ne devait jamais être considéré comme l'objectif final du Cadre intégré. Sur le plan du financement du premier guichet, elle a ajouté que le processus n'était pas sur une mauvaise voie si on tenait compte du nombre des EDIC prévues cette année. Elle est convenue que l'année en cours était importante quant aux résultats à obtenir et elle a réaffirmé l'attachement de sa délégation au Cadre intégré.

15. La représentante du Lesotho a rendu compte de la situation du Cadre intégré dans son pays. Un certain nombre de questions avaient été définies dans l'EDIC, y compris l'intégration du commerce dans les stratégies de réduction de la pauvreté. Dans le cadre d'un programme d'assistance mis en place avec le principal donateur du Lesotho, le Département du développement international du Royaume-Uni (DFID), trois questions avaient été identifiées, à savoir l'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités, la mise en place d'un site Web et le renforcement des capacités des négociateurs commerciaux. Cette dernière question faisait l'objet d'un projet réalisé en coopération avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le Lesotho avait présenté pour le financement par le mécanisme du deuxième guichet un projet à exécuter par le CCI. Une conférence des donateurs était prévue après le CSLP qui aurait lieu d'ici à la fin de l'année. Pour terminer, l'intervenante a dit que le Cadre intégré fonctionnait bien au Lesotho.

16. Le représentant du Sénégal a appuyé la déclaration du représentant du Bangladesh, à savoir que le Cadre intégré devait servir à renforcer les ressources limitées des PMA en ce qui concerne l'offre. Il a insisté sur la nécessité de disposer du financement approprié pour résoudre les problèmes des PMA. Le Sénégal avait présenté quatre projets pour le financement par le mécanisme du deuxième guichet, y compris des projets concernant la production ethnique, le tourisme et les activités artisanales.

17. Le représentant de la Zambie a remercié l'ensemble des six organisations et des donateurs d'avoir admis la Zambie dans le processus du Cadre intégré et il a souligné l'importance de l'intégration du commerce dans les CSLP. Son pays avait participé à la mise en place du Cadre intégré dès 1997 ainsi qu'au remaniement du Cadre intégré. L'intervenant a souligné la nécessité d'avancer rapidement dans le processus. En reconnaissant que les EDIC et les activités de la mise en

œuvre qui s'ensuivaient nécessitaient de disposer des ressources humaines compétentes en la matière, il a appuyé la déclaration figurant au paragraphe 2 g) du programme de travail, à savoir qu'il fallait renforcer le secrétariat du Cadre intégré. Dans la plupart des PMA, il fallait effectuer un travail considérable pour que le commerce soit effectivement intégré dans les CSLP. La plupart des CSLP des PMA n'intégraient pas le commerce d'une manière appropriée. Le Cadre intégré, par le biais des EDIC, avait un rôle majeur à jouer en aidant les PMA à intégrer le commerce dans leurs CSLP. La Zambie étant au stade initial du Cadre intégré, l'intervenant a souligné l'importance des activités précédant la réalisation des EDIC dans la perspective de renforcer les capacités locales et de réaliser l'objectif de la prise en charge par le pays. Il a recommandé d'augmenter les contributions de manière que le nombre croissant des PMA bénéficiaires du Cadre intégré ainsi que les activités menées dans chaque pays puissent être traités de manière appropriée. Il a exhorté les donateurs à concrétiser leurs annonces par des versements. Pour terminer, il a dit que le Programme de Doha pour le développement insistait davantage sur l'amélioration de l'accès aux marchés et moins sur les contraintes du côté de l'offre.

18. La représentante de Madagascar a dit qu'après une longue période d'interruption du processus le gouvernement malgache avait repris avec dynamisme toutes les activités du Cadre intégré. Un atelier de validation de l'EDIC avait été tenu en juillet de l'année dernière. L'atelier avait permis au gouvernement malgache d'informer l'ensemble des parties concernées au niveau national. Une réunion des donateurs sur la mise en œuvre, présidée par le Vice-Premier Ministre, avait eu lieu en janvier, et avait rassemblé de nombreux participants des organisations centrales du Cadre intégré et des donateurs bilatéraux et multilatéraux. Les discussions avaient essentiellement porté sur les dates de la mise en œuvre des diverses activités sélectionnées à partir de la Matrice de plan d'action. Le programme établi à la suite de la réunion consistait à formaliser le cadre institutionnel, compléter la Matrice de plan d'action, établir les possibilités de disposer du financement, élaborer le mandat d'un expert en commerce international, comme le recommandait la Banque mondiale, élaborer le cadre de référence des actions à entreprendre pour améliorer le niveau de l'administration des douanes en incluant l'institut national de statistique dans le groupe de travail ainsi que des activités avec les chambres de commerce. Il était prévu de tenir une réunion dans la première semaine de mars pour traiter des programmes existants et des mesures prises par les donateurs pour financer les activités dans le contexte du Cadre intégré. L'intervenante a remercié le CCI d'avoir facilité une mission de familiarisation à Genève qui avait permis d'orienter le choix quant aux projets prioritaires à financer par le biais du deuxième guichet.

19. Le représentant du Cambodge a parlé en se fondant sur l'expérience de son pays dans le contexte du Cadre intégré. Il a signalé la rareté de l'investissement privé. Il n'y avait pas de forte prise en charge de la mise en œuvre du Cadre intégré et l'orientation de la politique nationale faisait aussi défaut: les priorités pour l'assistance technique et pour les autres projets visant la mise en œuvre n'étaient pas claires. L'EDIC était importante pour définir et classer par ordre de priorité les projets à financer. En ce qui concernait le besoin de financement pour ces projets, l'intervenant alignait sa position sur celle de la représentante des États-Unis et il a dit que le deuxième guichet ne suffirait jamais à couvrir tous les besoins des PMA. Par conséquent, la mise en œuvre de ces projets devait être financée par l'investissement direct du secteur privé ou au moyen du crédit. C'était ainsi que se définissait la prise en charge.

20. Le représentant du Bénin a appuyé les observations faites par le représentant du Bangladesh. Il a souligné l'attachement de son pays au Cadre intégré. Un travail préparatoire utile était en cours dans son pays. Il a dit que son pays avait déjà effectué des activités comme le JITAP ainsi que le processus du CSLP.

21. Le représentant du Soudan a dit que son pays ne faisait pas encore partie des bénéficiaires du Cadre intégré. Toutefois, ayant reçu une lettre très encourageante du Président du Groupe de travail

du Cadre intégré, le gouvernement soudanais était en train de prendre les mesures nécessaires pour se préparer à un examen technique dans la perspective du Cadre intégré.

22. La représentante de la Guinée a parlé essentiellement de la coordination et de la prise en charge. L'application de ces principes était très importante en particulier par les institutions et les bénéficiaires. En ce qui concernait la Guinée, la coordination avec le CCI avait aidé son gouvernement à définir et élaborer les projets prioritaires à financer par le mécanisme du deuxième guichet.

23. Le représentant de l'Angola a dit que son pays n'était pas encore sélectionné pour bénéficier du Cadre intégré. Il a annoncé que le deuxième service de consultation sur les politiques commerciales de l'OMC devait avoir lieu dans son pays, le premier ayant eu lieu en Sierra Leone. Il espérait que les résultats de ce service de consultation conduiraient rapidement à intégrer davantage le commerce dans les programmes de réduction de la pauvreté de son pays.

24. Le Président a dit en conclusion qu'une discussion très utile avait eu lieu sur le programme de travail du Cadre intégré. Il avait pris bonne note de la demande du représentant des Communautés européennes concernant l'examen périodique de l'exécution du programme de travail et il veillerait à lui accorder une place lors des réunions suivantes du CDCI. Il a ajouté qu'il fallait que les donateurs approvisionnent en moyens suffisants à la fois le premier guichet et le deuxième guichet. Il a proposé que le programme de travail du Cadre intégré, tel qu'il figurait dans le document WT/IFSC/W/14, soit approuvé.

25. Il en a été ainsi convenu.¹

B. TRENTE-HUITIÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DU CADRE INTÉGRÉ (GTIC): RAPPORT DU PRÉSIDENT DU GTIC

26. Le Président du GTIC a rendu compte des points examinés à la 38^{ème} réunion du GTIC, en dehors du programme de travail. Premièrement, la mise en route du mécanisme du deuxième guichet du Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré. Deuxièmement, la situation de la mise en œuvre dans les pays actuellement bénéficiaires du Cadre intégré. Troisièmement, l'extension du Cadre intégré. Quatrièmement, le renforcement du secrétariat du Cadre intégré, et cinquièmement, les activités à venir du Cadre intégré.

27. Au sujet de la mise en route du mécanisme du deuxième guichet, le Président du GTIC a dit que conformément au cadre de référence pour l'utilisation du deuxième guichet, le PNUD avait reçu plusieurs propositions de projets susceptibles de bénéficier du financement par le mécanisme du deuxième guichet, présentées par des PMA qui avaient achevé leur EDIC. À sa réunion, et en se fondant sur le cadre de référence adopté, le GTIC avait pu clarifier certaines questions administratives et procédurales pour faciliter le processus du Cadre intégré. L'intervenant a annoncé que les projets concrets seraient bientôt intégralement financés par les ressources du deuxième guichet. Le GTIC réaffirmait que les fonds dont disposait le deuxième guichet étaient à la disposition des projets identifiés comme prioritaires par les gouvernements dans leur Matrice de plan d'action, pour la mise en œuvre pendant la phase entre l'achèvement des EDIC et l'accès au financement par l'intermédiaire du Groupe consultatif et des tables rondes. Le but final de ces fonds était d'aider les PMA à mener à bonne fin le processus d'intégration. Le GTIC soulignait aussi de nouveau que l'argent du deuxième guichet était de l'argent relais. Pour cette raison, un plafond de 1 million de dollars EU serait le maximum pour tout pays bénéficiaire quel qu'il soit. Le GTIC avait de nouveau mis l'accent sur le rôle important que les bureaux locaux du PNUD jouaient en aidant les PMA à élaborer leurs

¹ Le document WT/IFSC/W/14 a été ultérieurement publié sous la cote WT/IFSC/7.

propositions de projets entrant dans le cadre du deuxième guichet, dans le processus conduit par le comité local chargé d'approuver les projets. Pour aider davantage le PNUD dans son rôle de gestionnaire des fonds du deuxième guichet, le GTCI était convenu de confier au PNUD les trois critères de référence suivants: dans son rapport périodique au GTCI et au CDCI sur les propositions de projets qui lui sont communiquées au niveau de son siège, le PNUD devait inclure qu'il s'était assuré que les propositions de projets satisfaisaient aux critères suivants: i) la proposition devait entrer dans les limites du plafond défini pour chaque pays bénéficiaire; ii) la proposition faisait partie de l'EDIC et de la Matrice de plan d'action approuvées et était identifiée comme prioritaire par le pays avec pour objectif final l'intégration du commerce; et iii) la proposition devait être approuvée par le comité local chargé d'approuver les projets comme il était indiqué dans l'annexe du cadre de référence pour l'utilisation du deuxième guichet. Avec cet arrangement, le siège du PNUD pourrait surveiller et gérer le financement des projets approuvés qui avaient été présentés par les PMA satisfaisant aux conditions pour en bénéficier, ainsi que ceux qui étaient actuellement en cours d'élaboration. Conformément au cadre de référence adopté, le PNUD rendrait compte au GTCI et au CDCI de la situation de la mise en œuvre du deuxième guichet et demanderait des avis pour faire en sorte que la répartition géographique soit juste et équitable.

28. L'intervenant a dit que le GTCI avait pris note des rapports de la Banque mondiale, du PNUD et du CCI sur les faits intervenus récemment dans la mise en œuvre en cours, y compris au Burundi, au Cambodge, à Djibouti, en Éthiopie, en Guinée, au Lesotho, à Madagascar, au Malawi, au Mali, en Mauritanie, au Népal, au Sénégal, au Yémen, ainsi que dans les cinq pays dans lesquels des tables rondes avaient été organisées, à savoir le Bangladesh, la Gambie, Haïti, l'Ouganda et la Tanzanie. Bien que ces pays soient à des stades différents de la mise en œuvre, on constatait des progrès. Au sujet de l'extension du Cadre intégré, l'intervenant a dit qu'à la réunion précédente le CDCI avait donné le feu vert au Groupe de travail pour reprendre l'extension du Cadre intégré à de nouveaux candidats. En conséquence, la Banque mondiale avait commencé les préparatifs pour les EDIC au Bénin, en République démocratique populaire lao, à Sao Tomé-et-Principe, au Tchad et en Zambie. La première mission au Bénin avait déjà eu lieu le mois dernier avec la participation de plusieurs organisations et donateurs. Des missions dans les autres pays étaient prévues au court du deuxième trimestre de cette année. Le travail sur l'EDIC au Mozambique était déjà avancé car il se fondait sur les travaux existants et était effectué avec l'assistance d'un donateur. L'intervenant a dit qu'à la suite des décisions que le CDCI avait prises à sa réunion précédente, à savoir d'autoriser la Banque mondiale à entreprendre les examens techniques au Burkina Faso, en Gambie, aux Maldives, au Rwanda et au Soudan, ces examens étaient en cours de réalisation et seraient prêts pour la réunion suivante du GTCI. Le GTCI était aussi en train d'examiner la demande de l'Angola, sur la base d'une révision de l'examen technique et du prochain service de consultation sur les politiques commerciales de l'OMC. Pour ce qui était des demandes les plus récentes, y compris celles des Comores, de la Guinée équatoriale, du Niger et de la République centrafricaine, le GTCI était convenu de les reporter à une date ultérieure, à la lumière des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre intégré. Le GTCI avait également procédé à un échange de vues sur la manière d'intégrer les demandes des pays qui avaient organisé des tables rondes dans le cadre de l'ancien processus du Cadre intégré. Sur les cinq pays qui avaient organisé des tables rondes, l'intervenant a dit que quatre d'entre eux, à savoir la Gambie, Haïti, l'Ouganda et la Tanzanie, demandaient actuellement que le nouveau processus du Cadre intégré leur soit appliqué. Le GTCI était convenu d'un processus similaire à celui qui était maintenant utilisé pour les autres pays, y compris un examen technique et une EDIC. Toutefois, dans l'exécution de ce processus, on tiendrait compte du fait que ces pays étaient déjà bénéficiaires du Cadre intégré, et, dans la mesure du possible, l'EDIC prendrait en compte les travaux et les études dont on disposait déjà pour ces pays. Dans le cas de la Tanzanie, par exemple, un gros travail avait déjà été effectué avec l'assistance de certains partenaires de développement. Comme il était dit dans le programme de travail, l'évaluation reconnaissait la nécessité de renforcer le secrétariat du Cadre intégré de manière à faire face à l'extension du Cadre intégré, ainsi que le besoin accru de coordination et d'activités de sensibilisation. Un petit groupe de réflexion avait déjà été mis en place

et il examinait actuellement les moyens de mettre en œuvre les recommandations de l'évaluation à ce sujet.

29. Par ailleurs, le Président du GTCI a appelé l'attention des membres du CDCI sur un certain nombre de manifestations qui devaient avoir lieu cette année. Premièrement, la CNUCED, avec les autres membres du GTCI, organiserait un atelier infrarégional sur le Cadre intégré en Afrique dans le courant du troisième trimestre de cette année. L'objectif de cet atelier était de préparer les pays ayant accédé récemment au Cadre intégré à l'exercice à venir de l'intégration du commerce, en invitant les pays auxquels le Cadre intégré était actuellement appliqué à partager leurs données d'expérience. Il s'agirait d'un rassemblement utile du groupe des PMA bénéficiaires du Cadre intégré. Au nom du Groupe de travail, le Président s'est félicité du généreux soutien du gouvernement de la Finlande qui offrait d'organiser cette manifestation. On se proposait aussi de tenir un séminaire sur le Cadre intégré à Genève d'ici à la fin de l'année. Ce séminaire porterait essentiellement sur les résultats concrets obtenus dans la mise en œuvre du Cadre intégré. De plus, le Groupe de travail se félicitait et prenait note de l'intérêt particulier pour le Cadre intégré manifesté par le Bureau du Haut Représentant pour les pays en développement les moins avancés ou sans littoral et les petits États en développement insulaires et par les représentants des PMA auprès des Nations Unies à New York. Le PNUD et le Bureau du Haut Représentant proposaient d'organiser conjointement un séminaire sur le Cadre intégré à New York pour améliorer la connaissance que le groupe des PMA ayant une représentation à New York avait du Cadre intégré.

30. Le Groupe de travail du Cadre intégré avait pris note du changement en vertu du tour de rôle des représentants des donateurs auprès du Groupe. Les donateurs assumant actuellement cette fonction, à savoir le Canada et la Commission européenne, seraient remplacés respectivement par la Suisse et les États-Unis. Au nom du Groupe, le Président a exprimé sa profonde reconnaissance envers le Canada en la personne de Mme Adair Heuchan, et la Commission européenne en la personne de M. Peter van den Heuvel, pour leurs énormes contributions au processus du Cadre intégré. Le représentant du Bangladesh avait annoncé que les consultations concernant le changement en vertu du tour de rôle des représentants des PMA étaient encore en cours et que, pour l'instant, le représentant du Bangladesh continuerait de représenter les PMA.

31. Le Président du Comité directeur du Cadre intégré a remercié les représentants des donateurs et des PMA des efforts qu'ils avaient déployés tout au long de leur mandat.

32. Le représentant de la Banque mondiale a insisté sur la nécessité de l'engagement des donateurs et de la prise en charge par les bénéficiaires. Sur le plan des projets commerciaux, dans l'ensemble, on constatait un accroissement important de l'intérêt pour les projets liés au commerce, en particulier dans le domaine de la facilitation des échanges. Pour faire en sorte que le Cadre intégré soit une réussite, il fallait communiquer avec la communauté des donateurs au sens large et aussi obtenir l'engagement des bénéficiaires dans la mise en œuvre.

33. Le représentant de l'Éthiopie a rendu compte de l'évolution du processus du Cadre intégré dans son pays. L'atelier de validation de l'EDIC avait eu lieu les 10 et 11 novembre 2003 à Addis-Abeba. L'atelier avait rassemblé un bon nombre de participants y compris des représentants des secteurs public et privé, du monde universitaire, de la société civile et de la communauté des donateurs ainsi que des représentants des six organisations centrales du Cadre intégré. L'Éthiopie était en train d'élaborer un projet de plan d'action avec les renseignements fournis afin de les soumettre rapidement à l'examen et à l'approbation du comité directeur national. L'Éthiopie avait aussi présenté une demande de financement des projets prioritaires par le mécanisme du deuxième guichet du Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré. L'intervenant a fait part de l'engagement soutenu de son pays dans le processus et il espérait recevoir une réponse favorable et immédiate à cette demande. Il a dit que son pays avançait dans l'élaboration d'un mémoire sur son régime de commerce extérieur dans le cadre de son accession à l'OMC. Il a ajouté qu'un atelier national constructif sur le projet de mémoire

et sur la sensibilisation des parties concernées aux Accords de l'OMC et au processus d'accession à l'OMC avait été tenu à Addis-Abeba du 26 au 29 janvier 2004. Il a noté que les capacités humaines et institutionnelles limitées de son pays étaient en train d'augmenter considérablement. Il a rappelé que dans les lignes directrices de l'accession des PMA, la communauté internationale s'était engagée à soutenir les PMA candidats à l'accession, entre autres dans le contexte du Cadre intégré. Compte tenu de cela, il demandait à la communauté des donateurs de maintenir leur soutien et il espérait que l'autorisation de la demande présentée en vue du financement par le mécanisme du deuxième guichet serait pleinement approuvée en temps voulu.

34. Rappelant le rapport du Président du GTCI pour ce qui était de la mise en route du deuxième guichet, le Président a demandé aux Membres s'ils convenaient des trois critères qu'il avait proposé de confier au PNUD pour lui fournir des précisions supplémentaires.

35. La représentante du Canada, s'exprimant au nom des donateurs, a demandé qu'il soit clairement dit au PNUD que le comité local chargé d'approuver les projets, dans son examen des propositions de projets à financer par le biais du deuxième guichet, devait vérifier qu'il n'y avait pas d'argent fourni autrement par les donateurs dans l'immédiat. Cela afin d'éviter les doubles emplois et de s'assurer que les modes de financement ordinaires seraient examinés avant de s'adresser au deuxième guichet.

36. Le représentant du Bangladesh a dit que cette proposition n'était pas recevable et qu'elle équivalait à un quatrième critère de fait et, qui plus est, complexe. Il a dit que si les pays effectuaient une EDIC c'était dans le but d'obtenir le financement par le mécanisme du deuxième guichet. Si le comité local chargé d'approuver les projets devait vérifier qu'on ne disposait pas de ressources financières autres que le deuxième guichet, cela retarderait automatiquement le processus. L'intervenant a ajouté que certains projets de la Matrice de plan d'action seraient financés par des moyens autres que le deuxième guichet, cependant le financement par le deuxième guichet était un mécanisme de relais et, cela étant, l'intervenant a proposé que seuls les trois critères soient appliqués et confiés au PNUD.

37. La représentante du Canada a précisé que ce quatrième critère n'avait pas pour but de retarder le processus de quelque manière que ce soit. Elle a proposé de demander au PNUD si cette perspective était rationnelle.

38. Le représentant des États-Unis estimait que ce quatrième critère était un important outil de gestion et un moyen de contrôle pour assurer l'utilisation effective des maigres ressources.

39. La représentante de la Guinée a appuyé la déclaration du représentant du Bangladesh. Elle a dit qu'un critère additionnel retarderait la mise en œuvre des projets. Trois critères suffisaient.

40. Le représentant du PNUD s'est félicité de la clarification du processus d'utilisation des fonds du deuxième guichet. Le PNUD avait attendu cela pour pouvoir procéder au déboursement des fonds pour les projets à financer par le mécanisme du deuxième guichet. Les critères seraient communiqués au niveau des pays. En ce qui concernait le quatrième critère, l'intervenant a dit qu'il était techniquement possible de vérifier qu'aucune ressource existante, y compris le financement par les canaux ordinaires, n'était disponible si ce n'était l'argent demandé auprès du deuxième guichet.

41. Le Président du Comité directeur du Cadre intégré a précisé que le quatrième critère consistait à demander au comité local chargé d'approuver les projets, et non au siège du PNUD, de vérifier et de s'assurer qu'au moment où les projets étaient présentés pour être financés par le mécanisme du deuxième guichet, un examen préalable avait eu lieu dans le pays bénéficiaire quant à la disponibilité d'autres fonds et aux doubles emplois éventuels.

42. Le représentant de la Zambie a dit que le processus de la progression était plus important que la contrainte que la proposition des donateurs imposerait. Il a suggéré que cette proposition soit prise en compte.

43. Le représentant du Bangladesh a répété que la proposition n'était pas recevable. Le cadre de référence pour l'utilisation du deuxième guichet ne disait pas que le financement par le deuxième guichet serait déboursé seulement dans le cas où on ne disposait pas d'autres sources de financement. Le quatrième critère constituerait un manquement à ce qui avait été adopté dans le cadre de référence pour l'utilisation du deuxième guichet. L'intervenant a proposé que seuls les trois critères suggérés par le Président du GTCI soient pris en compte.

44. Le représentant de Madagascar a demandé des précisions quant au montant dont chaque pays pourrait disposer auprès du deuxième guichet afin de procéder à la sélection des projets à financer par le mécanisme du deuxième guichet.

45. Le représentant des Communautés européennes a appuyé le quatrième critère comme le suggérait la représentante du Canada au nom des donateurs et il a ajouté que c'était compatible avec le cadre de référence pour l'utilisation du deuxième guichet.

46. Le représentant de l'Éthiopie a dit que le premier critère était trop restrictif. Il n'appuyait pas la fixation d'un plafond financier. Il a dit que l'application du quatrième critère comme le suggéraient les donateurs constituait une restriction additionnelle. Il a demandé que la proposition soit retirée.

47. Le représentant de la Suisse a dit que le cadre de référence pour l'utilisation du deuxième guichet disait que le financement par le deuxième guichet était un mécanisme de relais. La proposition des donateurs ferait simplement en sorte que le deuxième guichet soit effectif en ce sens et elle ne retarderait pas le processus.

48. La représentante de la Tanzanie a estimé que la proposition des donateurs constituait une contrainte additionnelle. Elle a demandé du temps pour permettre aux PMA d'en débattre entre eux.

49. Le Président du GTCI, en réponse à la question posée par le représentant de l'Éthiopie, a dit que le montant plafond de 1 million de dollars EU pour le financement par le deuxième guichet avait été fixé à la suite de discussions approfondies avec les représentants des donateurs et entre les six organisations. Si les pays avaient fait des demandes dépassant ce plafond, le processus à suivre serait d'abord de privilégier les propositions de projets entrant dans le cadre du plafond, en reportant à plus tard les projets restants qui faisaient dépasser ou dépassaient le plafond.

50. Le représentant du PNUD a précisé qu'il fallait faire la distinction entre les 300 000 dollars EU dans le cadre du premier guichet, qui étaient destinés à financer l'élaboration des EDIC, et le plafond de 1 million de dollars pour les projets à financer par le biais du deuxième guichet du Fonds d'affectation spéciale. Il a répété qu'en examinant les propositions de projets à financer par le deuxième guichet il était techniquement possible de vérifier qu'il n'y avait pas de ressources disponibles, y compris celles fournies par les canaux de financement ordinaires, autres que les fonds du deuxième guichet pour financer les projets. De plus, le siège du PNUD pouvait demander au comité local chargé d'approuver les projets, dans lequel il était représenté par l'intermédiaire de ses bureaux locaux, de s'en assurer.

51. La représentante du Canada s'est félicitée des assurances données par le PNUD en réponse aux préoccupations des donateurs. Cela lui permettait de retirer la proposition d'introduire un quatrième critère dans la mesure où elle croyait comprendre qu'un examen serait effectué au comité local chargé d'approuver les projets pour éviter les doubles financements.

52. Le Président du CDCI a proposé que le CDCI prenne note du rapport présenté par le Président du GTCI et approuve les trois critères pour guider le PNUD dans la gestion des fonds du deuxième guichet, comme le GTCI les avait précédemment adoptés, et que lui-même envoie une lettre au PNUD les lui confiant formellement. Ce faisant, il était entendu que les comités locaux chargés d'approuver les projets incluraient dans leur examen des propositions de projets un véritable examen approfondi, tenant pleinement compte des autres possibilités financières. Il serait souhaitable d'avoir une indication des autres financements des donateurs qui avaient été examinés et constatés disponibles. L'intervenant s'est félicité de ce que le représentant du PNUD avait assuré qu'un examen de ce type faisait déjà partie de l'exercice de contrôle du PNUD. Il pensait sincèrement que, dans le cadre de l'entente susmentionnée, le PNUD pourrait pleinement continuer de contribuer effectivement à la gestion financière du mécanisme de financement du Cadre intégré d'une manière qui en même temps faciliterait la continuation du programme et répondrait aux attentes de tous les membres du CDCI. Il était également entendu que pour la bonne continuation du Cadre intégré il fallait qu'à la fois les premier et deuxième guichets disposent de fonds additionnels.

53. Le CDCI en est ainsi convenu.

54. Le représentant du Rwanda a dit que son pays ferait l'objet d'un examen technique. Il s'est félicité de l'action rapide de la Banque mondiale. Un point de coordination pour le Cadre intégré avait été mis en place. Un séminaire aurait bientôt lieu avec la participation de toutes les parties concernées par le Cadre intégré. Le principal donateur pour le commerce existait déjà pour le CSLP. Il y avait une coordination étroite entre le Ministère du commerce et le Ministère des finances. Le CSLP serait révisé en juin et cette date pourrait peut-être être avancée selon que l'examen technique et l'élaboration de l'EDIC pourraient être accélérés. L'intervenant a évoqué l'expérience réussie du Cambodge et il a demandé aux donateurs d'aider son pays pour qu'il connaisse à son tour une expérience réussie du Cadre intégré, la situation étant mûre pour cela dans son pays. Il a dit que le gouvernement rwandais serait heureux d'accueillir l'atelier infrarégional comme l'avait proposé la CNUCED dans le courant du troisième trimestre de 2004.

55. La représentante du Mozambique a dit que la sélection de son pays pour bénéficier du Cadre intégré était un fait très encourageant. Le Mozambique étant bénéficiaire à la fois du Cadre intégré et du JITAP, son gouvernement veillerait aux synergies entre ces deux instruments afin de tirer le maximum d'avantages des deux. Le principal facilitateur pour le Cadre intégré serait l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). L'intervenante a réaffirmé l'attachement du Mozambique au Cadre intégré.

56. Le représentant des États-Unis a dit que son pays prendrait en charge le rôle de coordinateur des donateurs au GTCI en mai. Jusque-là, les Communautés européennes continueraient d'assumer leur rôle en association avec la Suisse.

57. Le représentant de la Banque mondiale, répondant à la délégation du Rwanda, a dit qu'il fallait effectuer un examen technique, ce qui prendrait quelques semaines. Quant au démarrage de l'exercice de l'EDIC au Rwanda, il a dit que, d'après les consultations informelles, il pourrait avoir lieu dans la deuxième partie de l'année.

58. Le CDCI a pris note des observations.

C. AUTRES QUESTIONS

59. Le représentant des Maldives a demandé si le processus du Cadre intégré pourrait continuer de s'appliquer aux Maldives si elles perdaient le statut de PMA. Il a dit que le passage au statut supérieur pouvait intervenir dès le mois de juillet. Il avait déjà fait part des inquiétudes de son pays

au Conseil général. Il a remercié le Président du GTCI de son rapport dans lequel il disait que les Maldives étaient sélectionnées pour une EDIC que devait effectuer la Banque mondiale.

60. Le Président du CDCI a proposé que la perte éventuelle du statut de PMA ne modifie en rien l'admissibilité des Maldives aux bénéfices du processus du Cadre intégré.

61. Il en a été ainsi convenu.

62. Le Président du CDCI a dit que la réunion suivante du CDCI aurait lieu après la réunion du GTCI.

63. La réunion a été déclarée close.

ANNEXE 1

COMITÉ DIRECTEUR DU CADRE INTÉGRÉ

Ordre du jour de la onzième session du Comité directeur du Cadre intégré
Vendredi 13 février 2004 – 10 heures

1. Le Comité directeur du Cadre intégré tiendra sa onzième session le vendredi 13 février 2004 à partir de 10 heures, dans le bâtiment de l'OMC.
 2. Les points proposés pour l'ordre du jour sont les suivants:
 - a) Suite donnée à l'évaluation du Cadre intégré
 - b) Trente-huitième réunion du Groupe de travail du Cadre intégré (GTCI): rapport du Président du GTCI
 - c) Autres questions
-